

Master Droit public



Durée
2 ans



Composante
Faculté de droit,
d'économie et
de gestion

Parcours proposés

- › Parcours Droit des interventions publiques
- › Parcours Histoire du droit et des institutions
- › Parcours Droit international et européen

Présentation

Objectifs

Le parcours droit public permet aux étudiants de choisir entre deux parcours, tant en Master 1 qu'en Master 2 : l'un en droit public général (DPG), l'autre en droit international et européen (DIE). Ces parcours comportent tous des cours magistraux, des enseignements dirigés, mais aussi des possibilités de stages, de mémoires, de projets étudiants tutorés. Il s'agit de permettre à nos étudiants de conserver des enseignements suffisamment diversifiés, et de bénéficier de méthodes pédagogiques innovantes et variées.

Le Master 1 conduit à plusieurs parcours de Master 2 :

- * Droit des interventions publiques (DIP) avec deux options :
- * Droit et Gestion des Services Publics Territoriaux (DGSPT)
- * Droit et Action Sociale (DAS)
- * Droit international et européen (DIE)

* Histoire du droit et des institutions (HDI)

Admission

Conditions d'accès

En Master 1

IMPORTANT : l'Université d'Angers a décidé d'appliquer la sélection à l'entrée en M1 Droit depuis la rentrée 2020.

1) Étudiants résidant dans un **pays à procédure CEF** :

[Candidater directement via Campus France \(accès du 25 janvier au 5 mars 2021\)](#)

2) Étudiants résidant dans un **pays non CEF** ; étudiants titulaires de diplômes étrangers et résidant habituellement en France (*demande de validation d'études à remplir dans le dossier eCandidat*) ; étudiants **titulaires d'une L3 Droit ou L3 Administration Publique (LAP)** ; étudiants **titulaires d'un autre diplôme français de niveau Bac+3** du type Licence Pro, LEA, Bachelor, Ecoles ou Instituts privés :

[Candidater via la plateforme eCandidat \(accès du 26 avril au 21 mai 2021\)](#)

Capacité d'accueil

40 étudiants en M1 Droit public général

25 étudiants en M1 Droit international et européen

Et après

Poursuite d'études

Les formations de la mention droit public possèdent d'importants points communs : elles préparent les étudiants aux **métiers de la fonction publique**, qu'elle soit territoriale, nationale ou européenne et internationale. Ainsi, parmi ces concours et sans être exhaustif, on peut mentionner les concours des IRA, d'attaché territorial, de gendarmerie ou police, des hôpitaux, des institutions européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe/CEDH), du ministère des affaires étrangères. Les étudiants peuvent prétendre à des postes dans les administrations centrales (ministères, préfectures, OFPRA) et locales, mais aussi dans des associations, sociétés publiques locales, SEML ou grandes entreprises. La plupart des débouchés sont accessibles dès le M1.

De nombreux étudiants choisissent aussi de mener diverses **carrières juridiques et judiciaires** (avocat, magistrat), certains suivant également la formation de l'IEJ. Si la professionnalisation est accrue dans l'ensemble des parcours, à travers stages et projets tutorés, **enseignement et recherche** sont également des suites possibles, avec l'inscription en doctorat. La plupart des enseignants contractuels membres du Centre Jean Bodin sont issus de ces formations.

Infos pratiques

Contacts

Coresponsable M1 Droit Public

✉ fabien.tesson@univ-angers.fr

Coresponsable M1 Droit Public

✉ felicien.lemaire@univ-angers.fr

M1 Droit

✉ m1droit@contact.univ-angers.fr

Programme

Organisation

Maquette des enseignements du Master 1 Droit public général

Pour le **M1 Droit public général**, les matières fondamentales relèvent des grands enjeux de l'action publique et de son encadrement, avec un accent notable sur le droit des collectivités territoriales, des services publics, et le droit public des affaires. L'approche contentieuse du droit y occupe une place importante. S'y ajoutent, à titre complémentaire, des enseignements en sciences politiques et en histoire du droit et de la justice. Il faut souligner que le droit et les politiques de l'Union européenne sont présents dans les deux parcours de M1.

Maquette des enseignements du Master 1 Droit international et européen

Pour le **M1 Droit international et européen**, les matières fondamentales relèvent de diverses branches de droit international approfondi, droit international économique, droit des organisations internationales, droits de l'homme et responsabilité internationale. Alliance Europa y propose un module régional commun aux masters européens sur "L'Europe en crise dans la mondialisation ». Un nouveau module intitulé «Clinique du droit de l'UE» est également proposé, avec la possibilité de réaliser une «Clinique juridique» à la place d'un stage (tous deux optionnels). A titre complémentaire, la plupart des enseignements de droit public général et de sciences politiques sont également proposés.

(consultez la page du parcours pour plus de détails)

Le **Master 2 Droit des interventions publiques** comporte des enseignements communs à ses deux options, axées sur le droit et l'actualité des collectivités territoriales, de l'Etat,

des services publics, et la gestion des ressources humaines. La méthodologie de préparation aux concours administratifs y est importante, de même que les stages. L'option DGSPT met l'accent sur les recompositions territoriales et les enjeux de l'action publique. Des modules commande publique, finances publiques, intercommunalité complètent la formation. L'option DAS est axée sur les institutions sociales et l'organisation du secteur, les politiques sociales et les associations. La formation s'appuie sur le centre Jean Bodin et une association d'étudiants et anciens étudiants (ADIP).

(consultez la page du parcours pour plus de détails)

Le **Master 2 Droit international et européen** comporte une approche matérielle du droit (semestre 1), et une approche contentieuse (semestre 2). Il est centré sur les droits de la personne (droits de l'homme, droit des réfugiés, droit des peuples, etc). Il se caractérise par des enseignements cliniques et pratiques du droit, et par la participation à des concours internationaux de plaidoiries. Les deux semestres proposent également une «Clinique juridique Lighthouse» consacrée au suivi de travaux cliniques, à des conférences thématiques, et à la préparation à l'insertion professionnelle. La mobilité internationale y est possible. Le M2 s'appuie également sur un réseau liant nouveaux et anciens étudiants, le Réseau Angevin de Droit International et Européen (RADIE), et reste étroitement associé à la recherche au sein du Centre Jean Bodin. Il est labellisé par Alliance Europa, réseau régional rassemblant 20 laboratoires et 120 chercheurs.

(consultez la page du parcours pour plus de détails)

Le **M2 Histoire du droit et des institutions** est unique en ce qu'il fait l'objet d'une convention avec Rennes 1 et Nantes. Il propose sur les trois sites des cours et des séminaires couvrant tous les champs de l'histoire du droit public et de l'histoire du droit privé avec un accent particulier sur l'histoire de la justice sous toutes ses formes pour préparer aux carrières judiciaires et aux emplois d'auxiliaires de justice. Ce

M2 permet en outre la rédaction d'un mémoire de recherche ou la réalisation d'un stage professionnel de 2 mois.

**Parcours Droit des interventions
publiques**

**Parcours Histoire du droit et des
institutions**

**Parcours Droit international et
européen**